

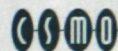
L'ÉCONOMIE SOCIALE EN MOUVEMENT

CAHIER D'INFORMATION

produit par:



CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



ÉCONOMIE SOCIALE
ACTION COMMUNAUTAIRE

ÉCONOMIE SOCIALE ET TIC POUR CONTRER LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Malgré l'effondrement de ces 18 derniers mois, les nouvelles technologies sont indubitablement associées à la richesse. C'est d'autant plus vrai qu'il existe une fracture entre l'Internet des riches et celui des pauvres.

Si les réseaux communautaires sont de plus en plus impliqués dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), leurs efforts en matière de formation et d'accessibilité à la Toile ne sont pas toujours reconnus. Afin de combler le fossé numérique, une économie sociale des TIC émerge actuellement.

DES PROJETS POUR DÉMOCRATISER L'INFOROUTE

« La fracture numérique est de plus en plus reconnue par les gouvernements. Des organismes d'économie sociale tentent de combler ce fossé car tous les gens n'ont pas les moyens ni les habiletés pour accéder au savoir et à l'information », constate Francine Pelletier, directrice générale de *Communautique*, un organisme dont l'objectif est de mettre les technologies de l'information et de la communication au service des milieux communautaires et des citoyens laissés en marge.

Selon une enquête de *Communautique* sur le monde communautaire et Internet publiée en mai 2001, « certains groupes ne disposent que d'un seul ordinateur partagé par plusieurs personnes, et la moitié des ordinateurs sont vieillots ». Néanmoins, 40% des organismes répondants mettent leurs équipements à la disposition des personnes qui fréquentent l'organisme et plus de 60% souhaitent développer un point d'accès public à Internet en leurs murs.

Différents projets proposent des réponses à ces préoccupations. « Grâce à *Communautique* et au projet *Inforoute - Points d'accès - Initiation de la population*, plus de 10 000 personnes au Québec ont été initiées jusqu'ici à l'utilisation des TIC, explique Claude Ouellet, président du conseil d'administration de *Communautique* et agent de développement chez *Atena Groupe conseil* à Rimouski. Nous permettons aux *infopauvres* de franchir une partie du fossé qui les sépare des *inforiches*. Nous les soutenons par exemple dans l'utilisation des outils informatiques pour leur recherche d'emploi. »



Claude Ouellet, président du conseil d'administration de *Communautique*.

À Trois-Rivières, ÉCOF intervient en développement économique communautaire et a aussi implanté « ces petits points d'accès aux TIC à l'intérieur d'organismes



de différents types» explique Martin-Charles Saint Pierre.

L'implantation de points d'accès aux TIC a permis à des personnes isolées de tisser des liens sociaux. Comme le rappelle monsieur Saint-Pierre, « certaines personnes avec qui nous travaillons n'ont même pas les moyens d'avoir une ligne téléphonique ! »

Les enjeux territoriaux

Claudine Papin, du réseau *Cyber-rural*, soulignait récemment « qu'une stratégie majeure utilisée par les gouvernements pour développer l'utilisation de l'Internet par les Canadiens et les Canadiennes est de soutenir le financement de centres d'accès communautaires Internet (CACI). Plus de 600 de ces CACI existent présentement au Québec et plus de 5 000 dans l'ensemble du Canada ».

En dépit de ces efforts, il existe aujourd'hui deux Québec. Le Québec branché est celui des grands centres urbains. Le Québec non-branché est celui de la ruralité. « Dans les régions, plus de 90 000 personnes ont toujours des lignes partagées », rappelle Claude Ouellet. Non seulement, ces régions doivent oublier l'Internet à haute vitesse mais le réseau traditionnel, à petite vitesse, fonctionne difficilement par manque de fournisseurs d'accès. Comme le font remarquer les intervenants du réseau *Cyber-rural* sur leur site Internet: « Les milieux ruraux se sont surtout développés grâce à leurs ressources naturelles. Comment vont-ils intégrer les nouvelles technologies dans leur développement ? »

Le ministère de l'Industrie et du Commerce
partenaire des entreprises d'économie sociale

www.mic.gouv.qc.ca

Industrie
et Commerce

Québec